

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Attentats et République, le temps des dilemmes

Cette note est le résultat d'échanges fréquent avec Alain Mergier depuis plusieurs mois sur les effets de l'émergence du terrorisme sur les perceptions et attitudes des Français.

Dans son ouvrage *Le catalyseur*, il avait exploré en profondeur l'impact des attentats de janvier sur les catégories populaires « qui pourraient basculer » vers le FN. Il a poursuivi son travail après novembre, non plus auprès des catégories populaires – dont on a peu de doutes de la façon dont elles évoluent – mais auprès d'un public très différent : des classes moyennes ou supérieures, qui ne sont pas portées aux extrêmes et raisonnent dans un cadre démocratique et républicain.

Ce public est le rempart le plus solide de l'édifice républicain. Or même chez eux, des failles apparaissent. Ces failles ne seront pas sans conséquences quant aux suites à donner à un éventuel futur attentat.

1. **Le « bruit de fond », désormais inexpugnable.** Ce qui se joue n'est pas seulement l'impact de novembre, mais d'un an d'évènements.

Depuis janvier 2015, la raison républicaine est en effet mise à l'épreuve par deux registres distincts. Le premier est le *flux régulier et lancinant* d'actes de « faible échelle », parfois près de chez soi, ou plus importants mais éloignés du territoire français. Tout n'est pas mémorisé mais engendre des traces. Le second les *coups de butoir d'envergure* frappant la France sur son territoire (janvier et novembre).

Le premier registre *mine subrepticement* la croyance en la raison républicaine, alors que le second la met *frontalement* au défi - nous y reviendrons.

L'appréhension par les Français de ces séries d'évènement, ce fourmillement permanent, ce « *bruit de fond* » dans le sens que lui donnait Don DeLillo¹, provoque deux mouvements de bascule qui sont des clés de compréhensions essentielles :

- Le premier est le passage de *l'incertain* à *l'imprévisible*.

Avant les évènements de 2015, le terrorisme islamiste était du domaine de l'incertain. Désormais, la probabilité de nouveaux attentats est *certaine* - 88% des Français pensent qu'il y aura un autre attentat, dont 23% en sont absolument certains. Mais elle reste, profondément, *indéterminée* : cela peut être n'importe où, n'importe quand.

¹ A. Mergier transpose cette notion de Don DeLillo, ressort narratif de son roman *White Noise* publié en 1977, à l'actualité : Daesh envahit notre espace mental, et « *c'est la matière de la vie quotidienne qui est modifiée* ». Daesh « *perturbe en profondeur des valeurs aussi fondamentales que l'ouverture de la société, la tolérance ou des principes comme la laïcité, la solidarité...* A la lettre, Daesh nous prend la tête. (...) La prise de tête comme on parle de prise de la Bastille. Il nous occupe l'esprit. D'y penser continument, notre façon de penser s'en trouve altérée. C'est l'exploration de cet altération qui a motivé la réalisation de cet essai ».

Cette *indétermination* fondamentale est symbolisée par la figure du converti. Les gens distinguent spontanément trois types de combattants : (i) les étrangers, venant de Syrie, facile à se représenter. (ii) des Français radicalisés, mais déterminés par des origines sociales ou étrangères. C'est un peu plus flou et gênant, mais on arrive encore à catégoriser. (iii) les convertis. On a beau savoir qu'ils ne sont pas si nombreux, ceux-là représentent la figure de l'imprévisibilité totale : entendre des parents, démunis, explique que « *rien ne pouvait laisser prévoir...* » est ravageur. Ils instituent une possibilité de radicalisation jihadiste qui tient, pour les gens, de l'épidémiologie incontrôlable.

- Le second mouvement de bascule est le passage du risque à la menace.

L'usage courant ne distingue pas les deux ; ce sont pourtant deux régimes très différents de la relation au danger.

Un *risque* est calculé. Il permet une rationalité. On peut donc le gérer, avec des institutions, des contrôles, des procédures. On sait qu'un avion peut tomber, mais que la probabilité est mineure car sous le contrôle d'institutions dans lesquelles nous avons confiance : on peut borner ce risque, donc accepter le danger dans lequel on se met.

La *menace*, à l'inverse, est indéterminée, incalculable. Les mots le disent : alors que l'on « prend » un risque, on vit « sous » la menace. On peut être sujet face à un risque, on est toujours l'objet d'une menace : on la subit, sans moyen de la maîtriser.

Ce basculement emporte des conséquences importantes. Dans un contexte de menace, les gens n'ont plus les moyens d'une attitude rationnelle. Ils ne sont pas devenus irrationnels, ils cherchent toujours à comprendre, raisonner, se rassurer. Mais sur ce sujet, il leur manque les *conditions* et les *moyens* de la rationalité. Ce qui porte à des attitudes extrêmes, fragilise les mécanismes du rapport à l'Etat, et ouvre la voie à des comportements rompant avec la raison républicaine : intolérance, xénophobie, dénaturation de la laïcité, fermeture sur soi.

Or lorsque l'on est dans le régime de la menace, il est très difficile de montrer que l'on peut « contrôler » pour revenir dans celui du risque. Car à ce niveau d'imprévisibilité, toute politique qui vise à prévenir les risques, nécessairement sur la base d'une rationalité, manque de crédibilité : on doute précisément qu'il soit « possible » de prévoir d'où viendra la menace, donc de la contrer. C'est la fragilité intrinsèque des politiques sécuritaires, celle qui mène si l'on n'y prend garde à une fuite en avant infinie et perdue d'avance.

2. mais le Président sans doute davantage du fait de sa fonction.

Par exemple : proposition toujours légitime sur le fond ; mais dont l'examen a fait surgir des questions que personne ne peut facilement écarter concernant les binationaux (nul ne souhaite les stigmatiser). Ayant été conçu comme un geste symbolique mais non-prioritaire, suspension de l'ordre du jour parlementaire et continuation de l'instruction des voies et moyens en dehors du travail gouvernemental, et sans en perturber le cours. Il s'agit d'un pan essentiel du modèle républicain ; qui justifie de ne le faire évoluer que si les conditions du plus large consensus sont réunies.